

# Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

## Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention de la DREAL, en sa qualité de service régional chargé de l'environnement en appui à la mission régionale d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

## À renseigner par la personne publique responsable

### Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
Communauté de Communes de Grand Lieu	Monsieur Johann BOBLIN

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d' <b>assainissement collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	Oui
Les zones relevant de l' <b>assainissement non collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	Oui
Les zones où des mesures doivent être prises pour <b>limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement</b> ;	Non
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la <b>collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement</b> lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	Non

## Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Le plan de zonage d'assainissement EU a été élaboré en 1998, puis révisé en 2007. Le dernier plan de zonage EU en vigueur fut approuvé le 3 Mars 2008.

La mise à jour de ce zonage d'assainissement eaux usées est motivée par la révision du PLU de la Commune de La Limouzinière (qui impose une compatibilité des documents d'urbanisme avec le SCoT, le SDAGE et le SAGE).

Caractéristiques des zonages et contexte	
<p>1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ? <b>3 Mars 2008</b></p> <p>• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones sont-elles s'étendre ? <b>L'ancien périmètre de la zone assainissement collectif atteignait 118.5 ha. La suppression de certaines zones AU a réduit de 18.5 ha les zones dédiées à l'assainissement collectif, ainsi le nouveau périmètre de la zone d'assainissement collectif atteint 100 ha, soit une réduction de 16 % de la surface dédiée à l'assainissement collectif.</b></p>	<p>Oui</p> <p>Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes : voir documents annexés</p> <p>(Environ en ha)</p>
<p>2. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre)</p> <p><b>Commune de La Limouzinière (2954 ha)</b></p>	
<p>3. Le territoire est-il couvert par un document d'urbanisme ?</p> <p>Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du document existant ?</p> <p>• Si le document est en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ? <b>Révision du PLU</b></p>	<p>PLU</p> <p>6 Juin 2011</p>
<p>4. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ? <b>Révision du PLU</b></p>	
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :</p>	
<p>5. Le PLUi/PLU/carte communale fait-il (elle) ou a-t-il (elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?<sup>1</sup></p>	<p>Non</p>
<p>6. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement<sup>2</sup>, étude sur les eaux pluviales,...) ont-t-elles été, ou seront-t-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?</p>	<p>Oui</p>
<p>Préciser ces études :</p> <p><b>Diagnostic et schéma directeur d'assainissement EU – 2018 - 2019</b></p> <p><b>Schéma directeur d'assainissement EP – 2019 - 2020</b></p>	

<sup>1</sup>Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

<sup>2</sup>Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
7. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?	Non
8. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ?</li> <li>d'une zone conchylicole ?</li> <li>Zone de montagne ?</li> <li>d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?</li> <li>d'un périmètre de protection des risques d'inondations ?</li> </ul>	Non Non Non Oui Non
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie) <b>Nappe de Maupas : Atlantic'Eau (4 captages sur la Commune voisine de Saint Philbert de Grand Lieu : P1, P2, P3 et EL34)</b>	
9. Le territoire dispose-t-il : <ul style="list-style-type: none"> <li>de cours d'eau de première catégorie piscicole ?</li> <li>de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?</li> </ul>	Non Oui
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie) La Logne et la Boulogne alimente le Lac de Grand Lieu classé réservoir biologique selon de SDAGE : (RESBIO_431)	
10. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que: <ul style="list-style-type: none"> <li>Natura 2000 ?</li> <li>ZNIEFF1 ?</li> <li>Zone humide ?</li> <li>Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?</li> <li>Présence connue d'espèces protégées ?</li> <li>Présence de nappe phréatique sensible ?</li> </ul>	Oui Non Oui Oui Oui Oui
Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie) ZNIEFF type 2 n°520006613 – Forêt de Machecoul Zone NATURA 2000 référencée FR5200625 du Lac de Grand Lieu. Zone NATURA 2000 référencée FR5200653 du Marais Breton et baie de Bourgneuf Nappe de Maupas Autres :	
11. Quel est le niveau de qualité <sup>3</sup> des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ? <b>FRGR0554 – la Logne et ses affluents jusqu'à sa confluence avec la Boulogne, FRGR0652 – la Boulogne, Ces masses d'eau présentent un état écologique moyen à médiocre et visent un objectif de bon potentiel en 2027.</b>	
12. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?</li> <li>Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ?</li> <li>Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?</li> </ul>	Oui Oui Oui

<sup>3</sup>L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
Préciser lesquelles : <b>SAGE Logne Boulogne et Lac de Grand Lieu</b> <b>SCoT du Pays de Retz</b> <b>Estuaire de la Loire</b> Autres :	
13. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Non
Précisez : <b>Aujourd'hui les objectifs de la Commune sont de densifier le centre-bourg et développer l'urbanisation de la périphérie en harmonie et en préservant au maximum les espaces naturels et agricoles environnants. Le rythme d'urbanisation prévue par le projet de révision de PLU est de l'ordre de 15 nouveaux logements par an.</b>	
14. Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées ?	Séparatif <sup>4</sup> <div></div>
15. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ? <b>Issue de l'étude de zonage d'assainissement EU (1998)</b>	Oui
16. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ? <b>Présence de plusieurs bassins de régulation sur le bourg</b>	Oui

<sup>4</sup> *Séparatif : un réseau d'eaux usées + un réseau d'eaux pluviales*

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées <sup>5</sup> ?	Oui
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?	Oui
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les non-conformités ont-elles été levées ?</li> <li>• Sont-elles en cours d'être levées ?</li> </ul>	Non Oui
4. Au sein de votre PLU, imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?	Non Combien : <input type="text"/>
5. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?	Oui
Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Oui
6. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Non
Si oui, lesquels :	
7. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge ?	Non
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par temps sec ?</li> <li>• Par temps de pluie ?</li> <li>• De façon saisonnière ?</li> </ul>	Non Non Non Non
8. Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?	Oui
Lesquelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>• télésurveillance avec alarmes sur tous les postes de refoulement,</li> <li>• bassin tampon de la station d'épuration,</li> <li>• astreinte de l'exploitant</li> </ul>	
9. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?	Non
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?</li> <li>• Renouvellement des équipements,</li> <li>• Diminution des eaux parasites (infiltration et pluviales) entraînant une diminution de la consommation d'énergie</li> </ul>	Oui

<sup>5</sup> Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable



### Autoévaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?


Expliquez pourquoi :

Le nouveau plan de zonage EU présente un bon compromis entre zones ANC et zones AC qui limitera l'impact global de l'assainissement de la commune sur le milieu récepteur ; en effet :

- La superficie de la zone AC sera réduite de 18.5 ha, soit de 16% : les extensions dans les nouvelles zones AU ne compensent pas la réduction du périmètre dans les anciennes zones AU non reconduites,
- Le PLU favorise l'implantation de nouvelles constructions principalement dans les zones urbanisables (OAP) dédiées à l'assainissement collectif (AC) et limite le développement de l'urbanisation dans les secteurs classés en zone ANC par l'autorisation de nouvelles construction dans quelques zones Ah. Ainsi, bien que les sols soient d'aptitude plutôt médiocre, il n'y aura pas d'augmentation significative de la pollution diffuse par rapport à la situation actuelle,
- La remise en conformité progressive des installations non conforme réduira la pollution diffuse actuelle,
- La station d'épuration présente une capacité suffisante pour accepter le développement raisonné de la commune de La Limouzinière ; elle respecte les niveaux de rejet fixés par l'arrêté préfectoral.

A Saint Philbert de Grand Lieu  
Le 30 septembre 2019

**Grand Lieu**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
Parc d'Activités de Tournebride  
CS 30003 - 44118 LA CHEVROLIERE  
Téléphone 02 51 70 91 11  
Télécopie 02 51 70 91 10

Le Président,  
  
Johann BOUILLON

## **ANNEXES**





PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service Santé-Environnement

Affaire suivie par : A. PATRON

T 02.40.99.86.03

F 02.40.89.52.17

Mél : dd44-sante-environnement@sante.gouv.fr

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

ARRETE PREFECTORAL  
PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux
- de l'instauration des périmètres de protection

AUTORISATION d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine

**AUTORISATION de prélèvement**  
concernant les forages F1, F2, F3 et EL34 exploités par le Syndicat Intercommunal  
d'Alimentation en Eau Potable de la région de Grandlieu, dans la nappe du Maupas,  
commune de SAINT PHILBERT DE GRANDLIEU

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 relatif au 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 6 juillet 2004 ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P) de la région de Grandlieu en date du 30 novembre 2005 ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 octobre 2007 au 16 novembre 2007 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 07 février 2008 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Loire-Atlantique en date du 12 juin 2008 ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés par le S.I.A.E.P de la région de Grandlieu à l'appui de sa demande sont justifiés ;

**CONSIDERANT** que les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du bassin du Maupas n'offrent pas une protection naturelle des points de prélèvement contre les pollutions diffuses ou ponctuelles ;

**CONSIDERA NT** la présence de nitrates dans les eaux captées ;

**CONSIDER/ NT** la nécessité de fournir à la population une eau de bonne qualité sanitaire.

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

## **A R R E T E**

### **Chapitre 1 : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1er : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du S.I.A.E.P de la région de Grandlieu :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du bassin sédimentaire du Maupas, sis sur la commune de Saint Philbert de Grandlieu ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

## Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau

Les ouvrages de prélèvement sont au nombre de quatre et sont ainsi nommés : F1, F2, F3 et EL34.

L'autorisation de prélèvement est accordée au bénéfice du S.I.A.E.P de la région de Grandlieu.

Les débits et les volumes d'eau maximum autorisés sont les suivants :

Forages	Débit maximum en situation normale	Débit maximum en situation de crise (notamment en cas de rupture d'approvisionnement depuis l'usine d'eau de Basse-Goulaine)
F1 " Les Roches Grises"	15 m3/h sur 20 heures	25 m3/h sur 24 heures
F2 " Les Roches Grises"	15 m3/h sur 5 heures	26 m3/h sur 24 heures
F3 "La Révellerie"	20 m3/h sur 10 heures	39 m3/h sur 24 heures
EL34 "Le Rocher"	30 m3/h sur 20 heures	60 m3/h sur 24 heures
Total	1 175 m3/jour	3 600 m3/jour

Le volume du prélèvement cumulé par les 4 forages ne devra pas dépasser la valeur annuelle de 430 000 m<sup>3</sup>.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de se conformer aux prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 du Ministère de l'écologie et du développement durable visé par le présent arrêté.

## Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement des points de captage

Les forages F1 et F2 sont situés au lieu-dit Les Roches Grises et sont implantés sur la parcelle cadastrale n° 74 de la section XM, commune de Saint Philbert de Grandlieu.

Le forage F3 est situé au lieu-dit La Révellerie et est implanté sur la parcelle cadastrale n° 49 de la section XH, commune de Saint Philbert de Grandlieu.

Le forage EL34 est situé au lieu dit Le Rocher et est implanté sur la parcelle cadastrale n° 28 de la section XH, commune de Saint Philbert de Grandlieu.

Ces forages présentent les caractéristiques décrites ci-dessous :

Le forage EL 34 est profond de 23,5 m. Les 6,50 premiers mètres sont cimentés entre le tube central et le terrain naturel. Le tube central est crépiné de 9,8 m à 19,3 m de profondeur.

Le forage F1 est profond de 163 m. Les 24 premiers mètres sont cimentés entre le tube central et le terrain naturel. Le tube central est crépiné en 4 endroits : de 27 m à 67 m de profondeur, de 87 m à 122 m de profondeur, de 132 m à 137 m de profondeur et de 152 m à 157 m de profondeur.

Le forage F2 est profond de 20 m. Les 6,7 premiers mètres sont cimentés entre le tube central et le terrain naturel. Le tube central est crépiné de 10 m à 20 m.

Le forage F3 est profond de 20 m. Les 7,5 premiers mètres sont cimentés entre le tube central et le terrain naturel. Le tube central est crépiné de 10 m à 20 m de profondeur.

#### **Article 4 : Conditions de prélèvement**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de respecter les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation, fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 visé dans le présent arrêté.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les valeurs mesurées et de les tenir à disposition de l'autorité administrative. Il doit notamment indiquer les dates des situations de crise rencontrées, en fournir la justification et indiquer pour chaque forage les débits instantanés ainsi que les volumes prélevés.

Les résultats des mesures de débit et volumes prélevés sont communiqués annuellement au service de police de l'eau du département.

#### **Article 5: Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par les servitudes instaurées à l'intérieur des périmètres de protection visés à l'article 6 sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du S.I.A.E.P de la région de Grandlieu.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans parcellaires joints au présent arrêté (annexe 1).

##### **Article 6.1 : Périmètres de protection immédiate**

Autour de chaque point de prélèvement est instauré un périmètre de protection immédiate.

Celui-ci s'étend à au moins 10 m autour du forage d'exploitation et des piézomètres associés

Les terrains inclus dans ces périmètres sont et demeurent propriété du S.I.A.E.P de la région de Grandlieu.

A l'intérieur de ces périmètres, toutes activités, installations ou dépôts autres que l'exploitation des captages et leur entretien sont interdits.

Les terrains concernés sont maintenus en herbe. Toute utilisation de fertilisants et de produits phytosanitaires est interdite. Des fauches sont effectuées régulièrement. L'herbe fauchée est évacuée hors du périmètre.

Chaque périmètre est clos pour éviter les incursions de toute nature (hauteur de la clôture : 2 m minimum).

## Article 6.2 : Périmètres de protection rapprochée

Ces périmètres délimitent trois secteurs différenciés par leur sensibilité vis-à-vis des risques de pollution. Sont délimitées une zone très sensible (PR1), une zone sensible (PR2) et une zone moyennement sensible (PR3).

### Servitudes de protection applicables sur les trois périmètres de protection rapprochée (PR1-PR2-PR3) :

#### AMENAGEMENTS A REALISER

- Suppression et colmatage des piézomètres dont les têtes de puits seraient inadaptées à la protection – Sécurisation des puits et ouvrages mettant à jour la nappe vis-à-vis des écoulements superficiels et des rejets de toute nature (couverture des ouvrages, imperméabilisation sommitale, surélévation par rapport aux terrains environnants...)
- Aménagement et imperméabilisation des fossés sur la route départementale (RD 65) avec récupération des eaux pluviales dans des bassins de rétention

#### INTERDICTIONS

- d'exploiter des mines ou carrières
- d'excaver le sous-sol (ne sont pas concernées les excavations nécessaires à l'exploitation et suivi de la nappe par la collectivité, les excavations temporaires réalisées dans le cadre de travaux, les excavations nécessaires à la réalisation des bassins de rétention des eaux pluviales de la RD 65)
- de déposer des ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, des déchets communément désignés inertes, de produits dangereux, toxiques, radioactifs et tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement
- de supprimer les parcelles boisées (l'exploitation du bois restant admise)
- de créer de nouveaux fossés sauf s'ils contribuent à la protection de la ressource
- d'augmenter la profondeur des fossés existants lors de leur entretien
- d'utiliser des produits phytosanitaires sur les surfaces imperméabilisées
- d'installer de nouvelles canalisations souterraines d'hydrocarbure liquide
- d'installer de nouveaux stockages souterrains d'hydrocarbure liquide
- de cultiver sous plastique (sauf dans les jardins familiaux)
- de produire des cultures maraîchères (sauf dans les jardins familiaux)
- de créer des surfaces irriguées
- de créer des élevages de plein air (porcins, avicoles, ratites). Les élevages familiaux ne sont pas concernés par cette mesure
- d'implanter ou de maintenir des élevages avicoles avec parcours lorsque les apports annuels d'azote contenu dans les fientes sont supérieurs à 170 kgN/ha de parcours
- d'affourager le bétail à moins de 35 mètres des fossés et plans d'eau
- d'abreuver le bétail à moins de 1 mètre des cours d'eau (dont abreuvement direct)
- d'épandre des supports de culture hydroponique utilisés en maraîchage
- de détruire les prairies permanentes

## REGLEMENTATION

- respecter les calendriers d'épandage joints en annexe 2 du présent arrêté
- aménager des aires de remplissage des pulvérisateurs conformément à une méthode de diagnostic reconnue par la CREPEPP
- équiper les exploitations d'élevage de capacités de stockage des déjections animales de 6 mois minimum
- respecter le cahier des charges joint en annexe 3 du présent arrêté pour la gestion des effluents d'élevage peu chargés (eaux brunes, eaux vertes, eaux blanches)
- obligation de mettre en place des bandes végétalisées non cultivées de 10 m de large (si possible enherbées et fauchées) en bordure des étangs et cours d'eau. Ces bandes végétalisées sont entretenues sans fertilisant et sans traitement phytosanitaire.

### Servitudes de protection applicables sur la zone très sensible (PR1) du périmètre de protection rapprochée :

#### INTERDICTIONS

- d'utiliser des désherbants chimiques
- d'utiliser des produits phytosanitaires pour le traitement des parcelles boisées
- de supprimer les haies et talus
- de créer de nouveaux points d'eau souterrains autres que les ouvrages publics nécessaires au contrôle, au suivi ou à l'alimentation en eau potable et équipés en conséquence.
- de produire toute culture végétale à l'exception des jardins familiaux, bois, prairies permanentes et du gel (les prairies de plus de 3 ans pourront être renouvelées). En situations exceptionnelles (prairies fortement dégradées, conditions climatiques exceptionnelles) une implantation de maïs, sans fertilisation sans traitement phytosanitaire et sans sol nu, pourra être admise
- d'utiliser des produits phytosanitaires sur les parcelles agricoles
- d'épandre des déjections avicoles et des fertilisants de type II sur les parcelles agricoles
- de drainer les parcelles agricoles
- de pâturer à une densité de chargement animal supérieure à 400 JP/ha/an (JP=Jours de Pâturage). Le couvert végétal ne doit pas être dégradé. Un enregistrement des pratiques de pâturage est obligatoire (nombre d'animaux, surface de la parcelle, jours de présence). Un exemple de calendrier de pâturage est annexé au présent arrêté (annexe 4). Un modèle de calcul du nombre de jours de pâturage est joint en annexe 5 du présent arrêté.
- de stocker des déjections au champ (excepté compost de fumier de bovins, ovins, caprins ou chevaux compact et pailleux, stocké au maximum 12 semaines, et avec, au préalable, 2 mois minimum d'égouttage en fumière aménagée)

**Servitudes de protection applicables sur la zone sensible (PR2) du périmètre de protection rapprochée :**

**INTERDICTIONS**

- de supprimer les haies et talus
- de créer de nouveaux points d'eau souterrains autres que les ouvrages publics nécessaires au contrôle, au suivi ou à l'alimentation en eau potable et équipés en conséquence
- de stocker des déjections au champ (excepté compost de fumier de bovins, ovins, caprins ou chevaux compact et pailleux, stocké au maximum 12 semaines, et avec, au préalable, 2 mois minimum d'égouttage en fumière aménagée)
- d'affourager au champ sauf en période de déficit hydrique
- de pâturer à une densité de chargement moyen supérieure à 1,5 UGB/ha en période d'excédent hydrique
- d'utiliser de l'aminotriazole à des doses supérieures à 1 500 g/ha/an
- d'épandre des déjections avicoles en quantité supérieure à 10 tonnes de fumier ou supérieure à 15 m<sup>3</sup> de lisier par ha/an
- de drainer les parcelles agricoles sauf si les eaux sont évacuées hors du bassin versant de la nappe du Maupas
- d'étendre les surfaces de vignoble

**REGLEMENTATION**

- obligation d'implanter une Culture Intermédiaire Piège à Nitrate (C.I.P.A.N) pour couvrir les sols nus en hiver (cette mesure ne s'applique pas aux jardins familiaux)
- le pâturage ne doit pas entraîner la destruction du couvert végétal
- obligation d'implanter et de maintenir en bas des parcelles de vigne une bande enherbée d'une largeur minimale de 3 mètres
- obligation de fauche des prairies (au minimum 1 fois / an)

**Servitudes de protection applicables sur la zone moyennement sensible (PR3) du périmètre de protection rapprochée :**

**INTERDICTIONS**

- d'utiliser l'aminotriazole à des doses supérieures à 1 500 g/ha/an
- d'épandre des déjections avicoles en quantité supérieure à 10 tonnes de fumier ou supérieur à 15 m<sup>3</sup> de lisier par ha/an
- de drainer les parcelles agricoles sauf si les eaux sont évacuées hors du bassin versant de la nappe du Maupas
- d'étendre les surfaces de vignoble

**REGLEMENTATION**

- obligation d'implanter une Culture Intermédiaire Piège à Nitrates (C.I.P.A.N) pour couvrir les sols nus en hiver (cette mesure ne s'applique pas aux jardins familiaux)



- le pâturage ne doit pas entraîner la destruction du couvert végétal
- obligation d'implanter et de maintenir en bas des parcelles de vigne une bande enherbée d'une largeur minimale de 3 mètres
- toute réalisation de puits ou forage devra respecter le cahier des charges annexé au présent arrêté (annexe 6)

## Chapitre 2 : Traitement de l'eau

### Article 7 : Les installations

Le S.I.A.E.P de la Région de Grandlieu est autorisé à traiter l'eau destinée à la consommation humaine issue des points de prélèvement F1, F2, F3 et EL34 mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

En vue de la production d'eau potable, sont autorisés les traitements suivants :

- F1 : aération, oxydation au permanganate de potassium, filtration sur sable et désinfection au chlore
- F2, F3 et EL34 : désinfection au chlore

Le refoulement des eaux traitées se fera sur la conduite existante alimentant le château d'eau de Roche Blanche, commune de Saint Philbert de Grandlieu.

Les mesures adéquates sont mises en œuvre en vue d'assurer la sécurité contre le vandalisme et la malveillance : alarmes déportées positionnées sur les trappes d'accès et portails, grillage (hauteur 2 m) autour des captages et de la station de traitement.

### Article 8 : Le contrôle sanitaire

En application de l'arrêté du 11 janvier 2007 visé par le présent arrêté et relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire, le programme de contrôle sanitaire est ainsi défini :

<b>Forages</b>	<b>Contrôle sanitaire annuel</b>
F1	1RP 3RPS +Fer+Manganèse
F2	1RP 3RPS +Fer+Manganèse
F3	1RP 3RPS +Fer+Manganèse
EL34	1RP 3RPS +Fer+Manganèse
Eau traitée	1(P1+P2) 5P1+Fer+ Manganèse

### Chapitre 3 : Dispositions diverses

#### Article 9 : Délai et durée de validité

Les travaux de mises aux normes des exploitations agricoles (stockages des déjections et aires de remplissage des pulvérisateurs) et de sécurisation des puits et piézomètres devront être réalisés dans les 2 ans qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral.

Les dispositions relatives aux bandes enherbées (le long des cours d'eau et en bas des parcelles de vignes) et aux parcelles du PRI (interdiction de culture) devront être mises en œuvre dans un délai maximum de 1 an suivant la notification de l'arrêté préfectoral.

L'ensemble des autres mesures sont applicables à réception de la notification.

#### Article 10 : Notification et publicité de l'arrêté

Le présent acte est affiché à la mairie de Saint Philbert de Grandlieu et de la Limouzinière pendant au moins deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Par ailleurs, le bénéficiaire des servitudes adresse par lettre recommandée avec avis de réception un extrait de cet acte à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires des communes de Saint Philbert de Grandlieu et de la Limouzinière conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées au cinquième alinéa de l'article L. 1321-2 sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

#### Article 11 : Sanctions pénales

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :

- de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité ;
- de ne pas se conformer aux dispositions relatives à l'interdiction et à la réglementation des activités, travaux, dépôts et installations, dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à la production d'eau potable.

En application du l'article L. 1324-4 du code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

## Article 12 : Droit de recours

Le présent acte peut être contesté devant le tribunal administratif par un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ce recours prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois qui suivent la réponse.

L'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

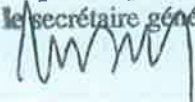
## Article 13 : Mesures exécutoires

Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, M. le président du S.I.A.E.P. de la région de Saint Philbert de Grandlieu, M. le maire de Saint Philbert de Grandlieu, M. le maire de La Limouzinière, les directeurs de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'équipement, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale des services vétérinaires, de la direction régionale de l'environnement et de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Loire-Atlantique.

Nantes, le 19 AOÛT 2008

Le PREFET

pour le préfet  
le secrétaire général



Michel PAPAUD



## Planches de l'annexe 1



Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOUT 2008  
 Narbonne, le 19 AOUT 2008  
 pour le préfet  
 le préfet général

## ANNEXE 1

**Michel PAPAUD**



**PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS**

Périmètre de protection immédiate  
 Périmètre de protection rapprochée 1  
 Périmètre de protection rapprochée 2  
 Périmètre de protection rapprochée 3

0 100 200 m

**ANNEXE 1**

Vo pour des annexes à venir envoyés au 19 AOUT 2008

Nantes, le 30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

Michel PAPAUD

La Chapelle Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites

Christine CHARFF

## ANNEXE 1

*Pour expliquer,*  
**Pour le Prof.**  
**La Chaire Bureau de l'Étatsisme**  
**et des Styles**

**La Chapelle Bureau de Publications  
et des Styles**

Christine Chaff



# PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS

LE PETIT BOULOT

## ANNEXE 1

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOUT 2008  
N° 2008-10-30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

*signé :*

Michel PAPAUD

Christine CHARFF

LES GARNES

LA POSE DELANTE

XM

LES PISTOUPÈRES

LA MOINE

LES BÉNELS EN HAUT

LE SHAMONIER OT

LE GENETAS

LE PETIT BECAUD

LA GRANDE BAIE

LE GRAND PNE DE ROCHE BLAN

LA PÈCE DES LAMBES

LE BAS DES INVERNES

LE TAILLIS

L'ETREAUIN

LES CHANCES PIÈCES

LE GRAND JUNET

■ Périmètre de protection immédiate

■ Périmètre de protection rapprochée 1

■ Périmètre de protection rapprochée 2

■ Périmètre de protection rapprochée 3



0 100 200 m



**PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS**

**ANNEXE 1**

Vo pour des annexes à mon arrêté du 10 AOUT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

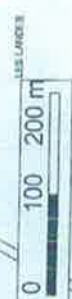
pour le préfet,  
le secrétaire général  
Michel PAPAUD

pour le préfet,  
le secrétaire général  
Christine CHARFF

**Legend:**

- Périmètre de protection immédiate
- - - Périmètre de protection rapprochée 1
- ... Périmètre de protection rapprochée 2
- ... Périmètre de protection rapprochée 3

- ☐ Périmètre de protection immédiate
- ☒ Périmètre de protection rapprochée 1
- ☐ Périmètre de protection rapprochée 2
- ☐ Périmètre de protection rapprochée 3



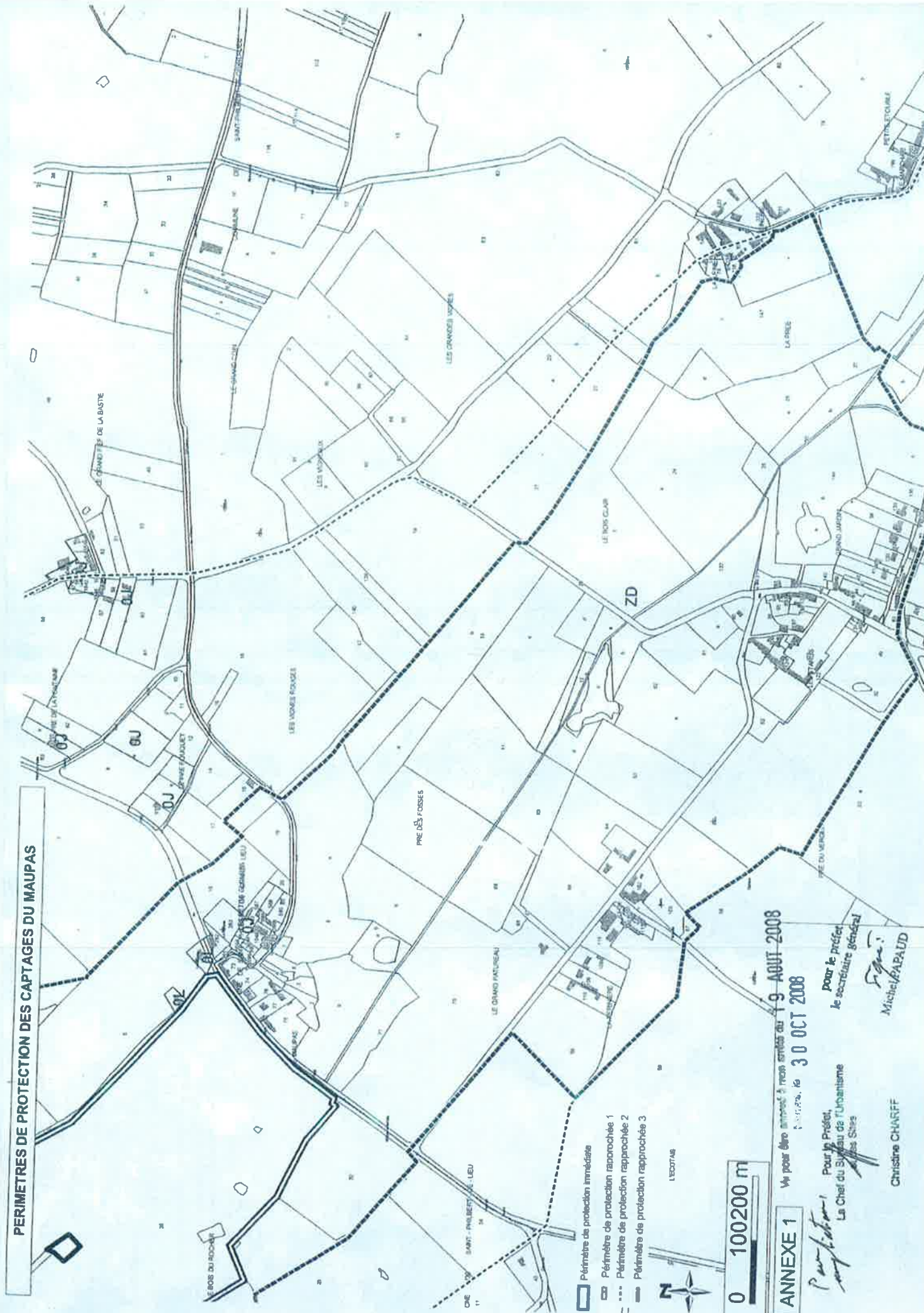
pour le préfet  
le secrétaire général

pour le Profet.  
Le Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites





CHRISTINE CHARFF



PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS



14

	Périmètre de protection immédiata
	Périmètre de protection rapprochée 1
	Périmètre de protection rapprochée 2
	Périmètre de protection rapprochée 3

[illegible]

0 100200 m

## ANNEXE 1

At pour être remis à mon stress du 19 AOUT 2008  
Faites le 30 OCT 2008

La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
des Sites

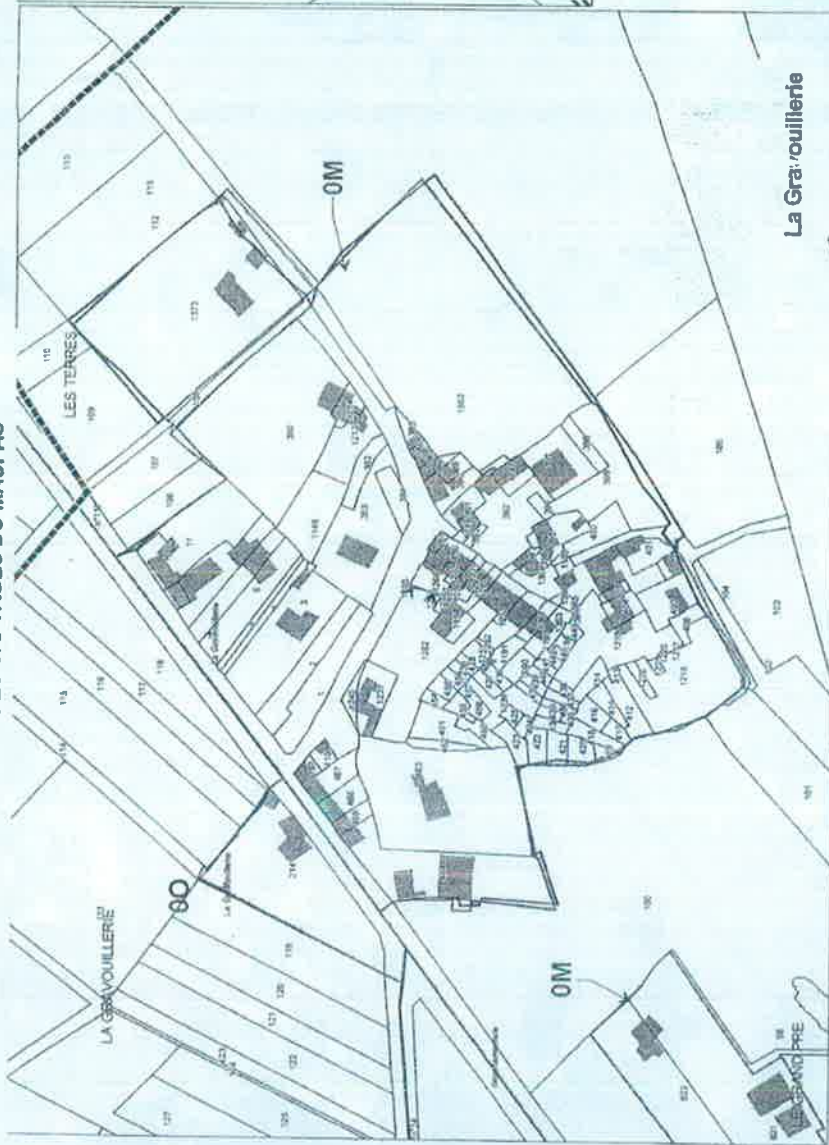
pour le préfet  
le secrétaire général

Figure 1  
MICHEL PAPAUD

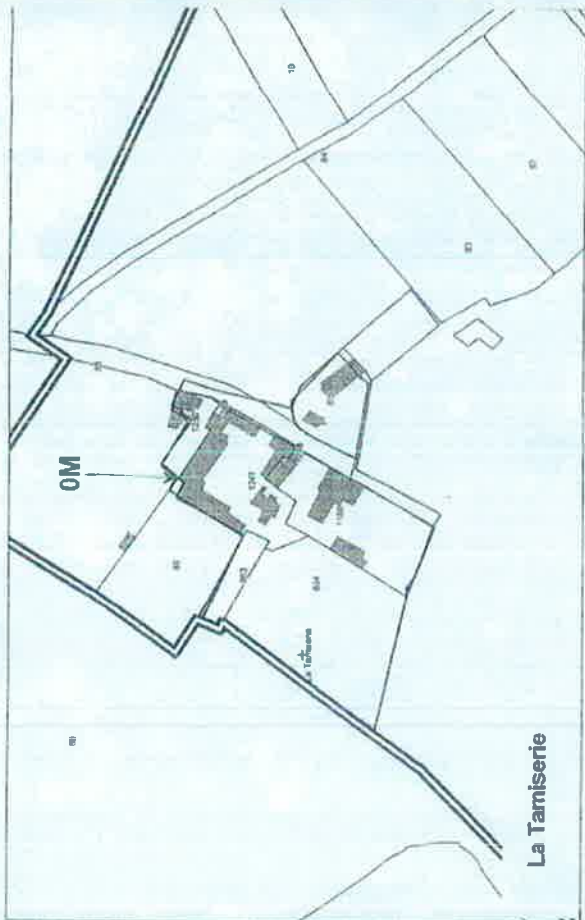
Christina CHARFF



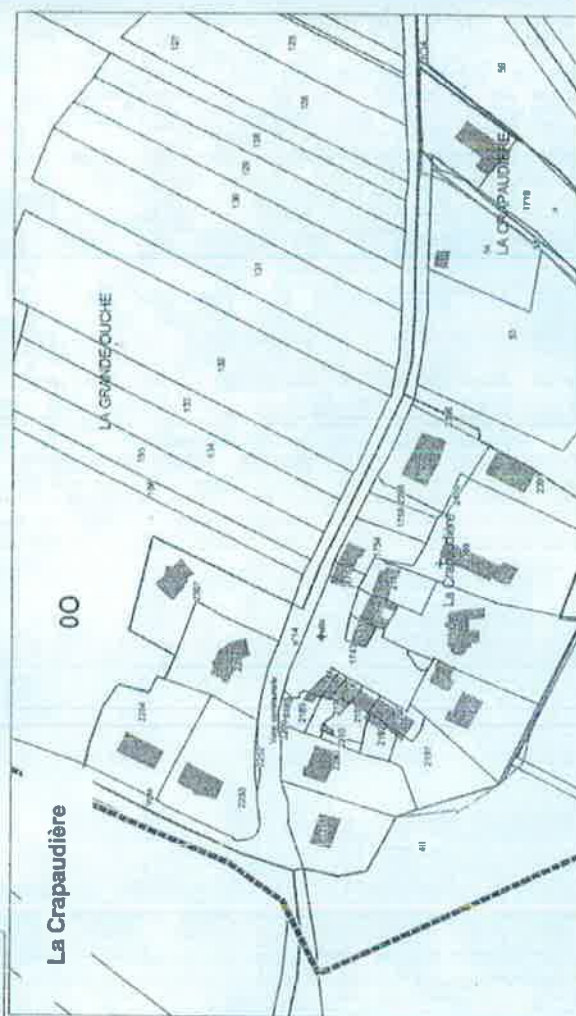
# PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS



La Gravouillière



La Tamiserie



La Crapaudière

- Périmètre de protection immédiate
- - - Périmètre de protection rapprochée 1
- ... Périmètre de protection rapprochée 2
- · - · - Périmètre de protection rapprochée 3

0 50 100 m



ANNEXE 1

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
(N° 2008, 19 30 OCT 2008)

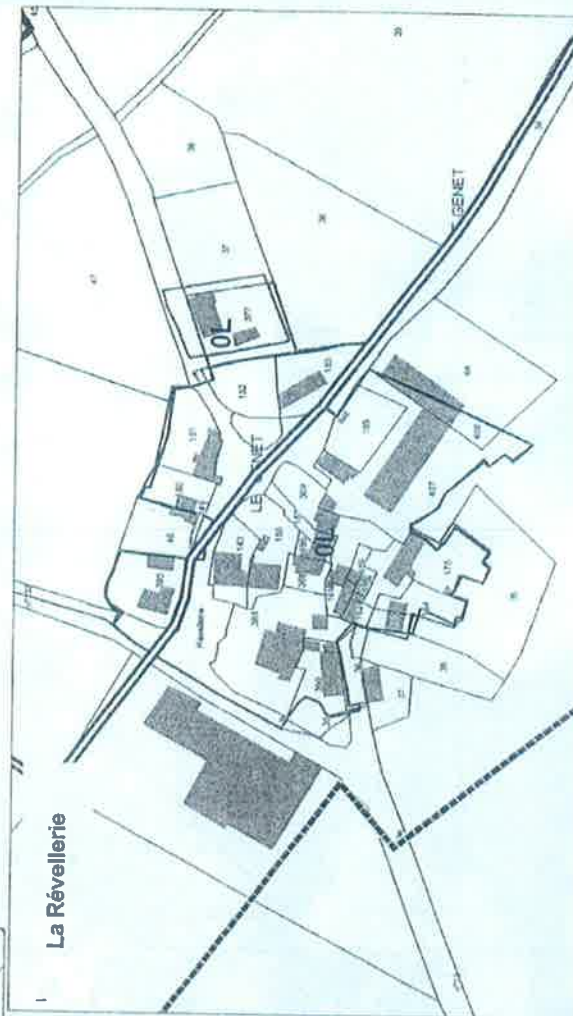
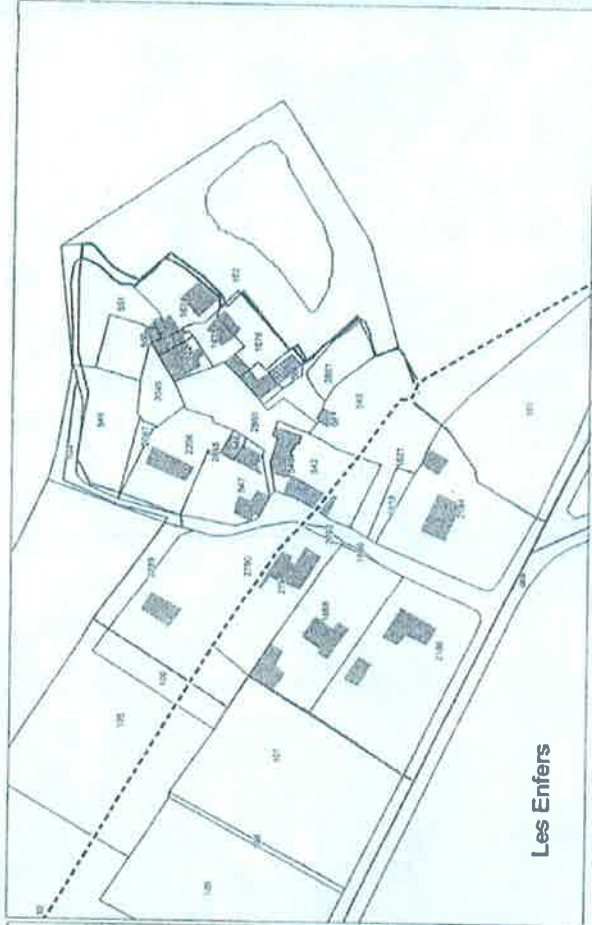
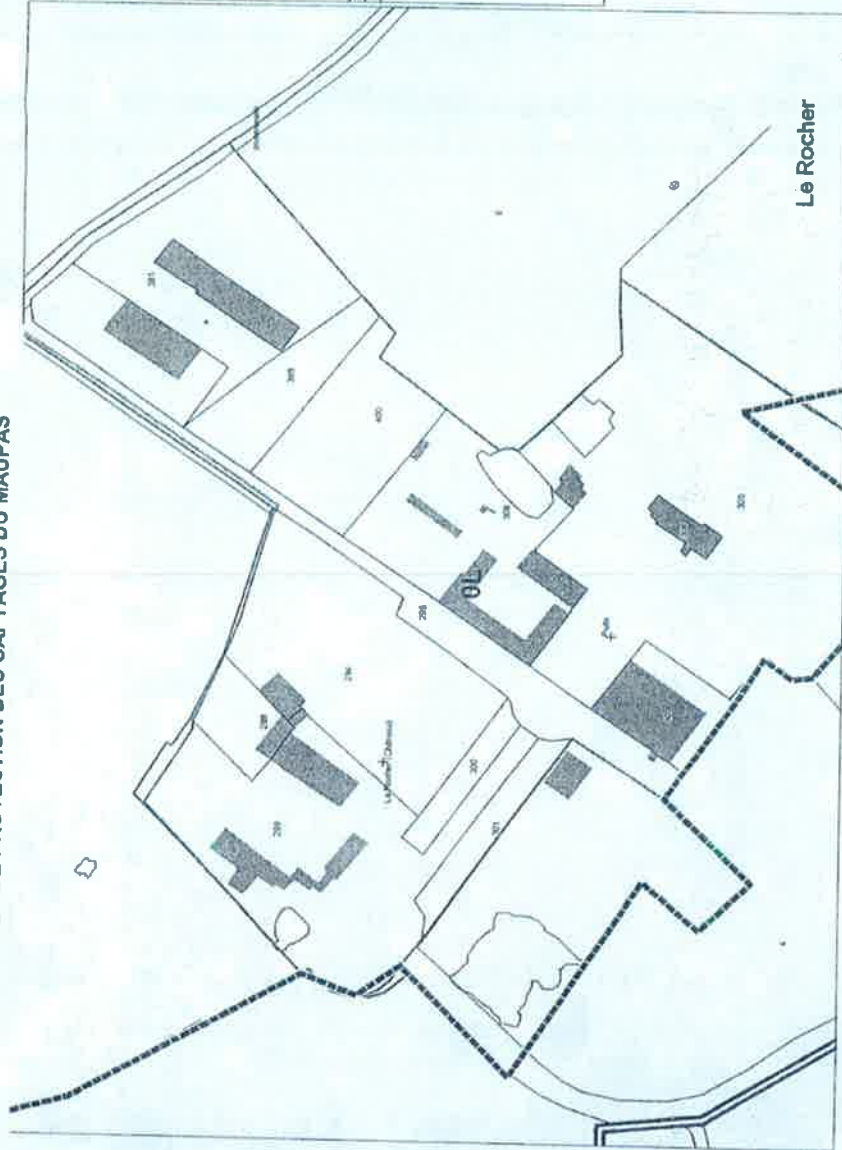
pour le préfet,  
Le Chef du Bureau de l'urbanisme  
et des Sites

pour le préfet  
le secrétaire général

Christine CHARREFF

Signature  
Michel PAPAUD

# PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS



- Perimètre de protection immédiate
- Perimètre de protection rapprochée 1
- Perimètre de protection rapprochée 2
- Perimètre de protection rapprochée 3

0 50 100 m



## ANNEXE 1

Ve pour être annexé à mon arrêté du 18 AOUT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

Pour le Préfet  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites

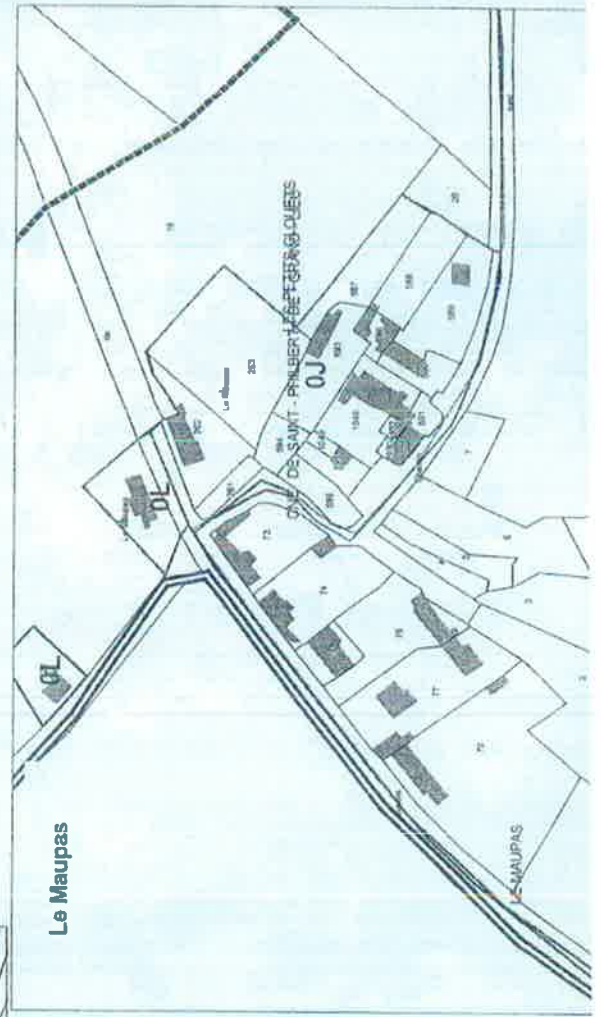
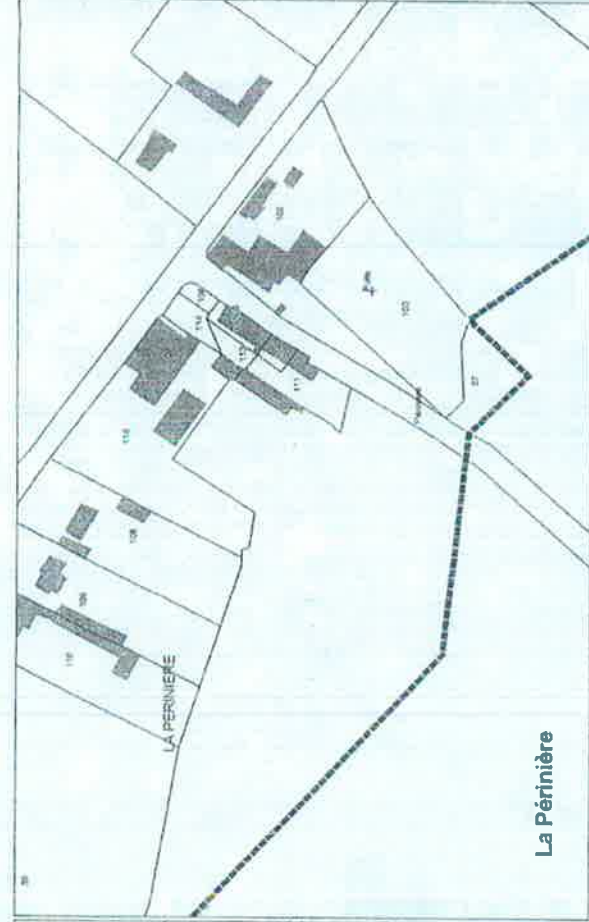
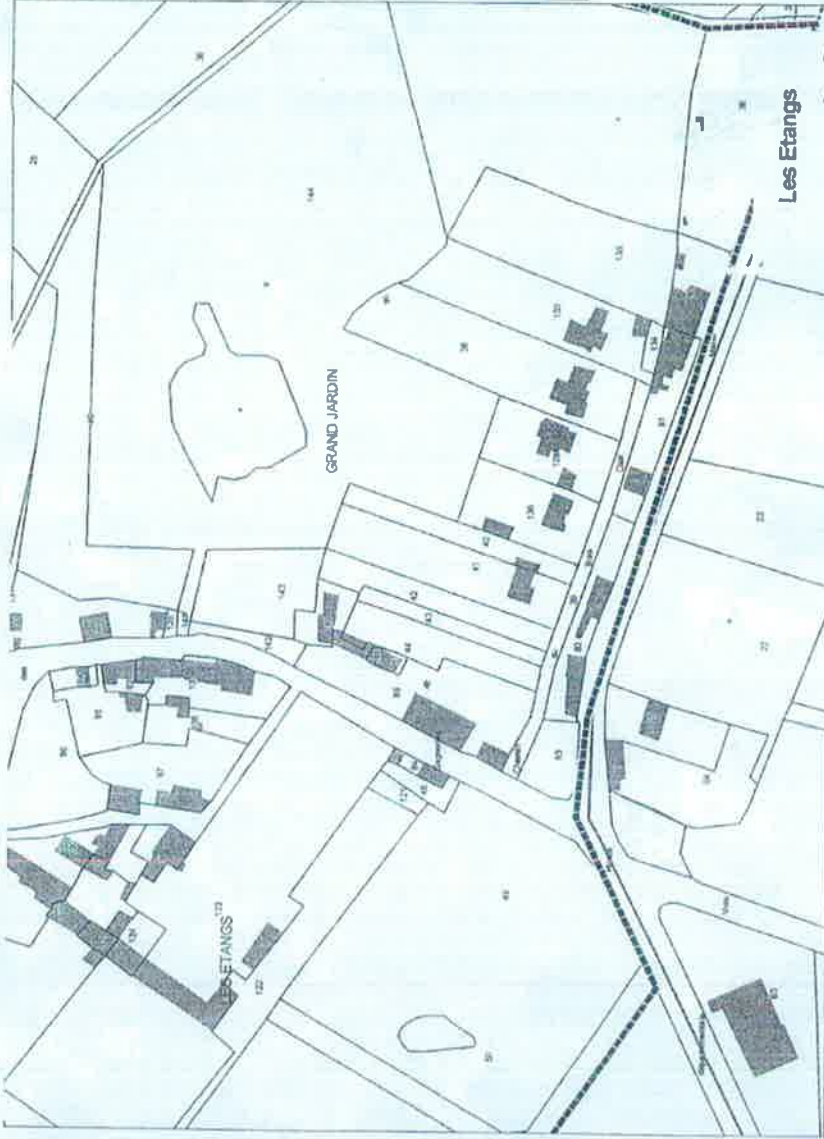
pour le préfet  
le secrétaire général

Christine CHARFF

Michel PATAIN



# PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS



Périmètre de protection immédiate

Périmètre de protection rapprochée 1

Périmètre de protection rapprochée 2

Périmètre de protection rapprochée 3

0 50 100 m



ANNEXE 1

19 AOUT 2008

pour le préfet, le secrétaire général

La Chef du Service de l'Urbanisme

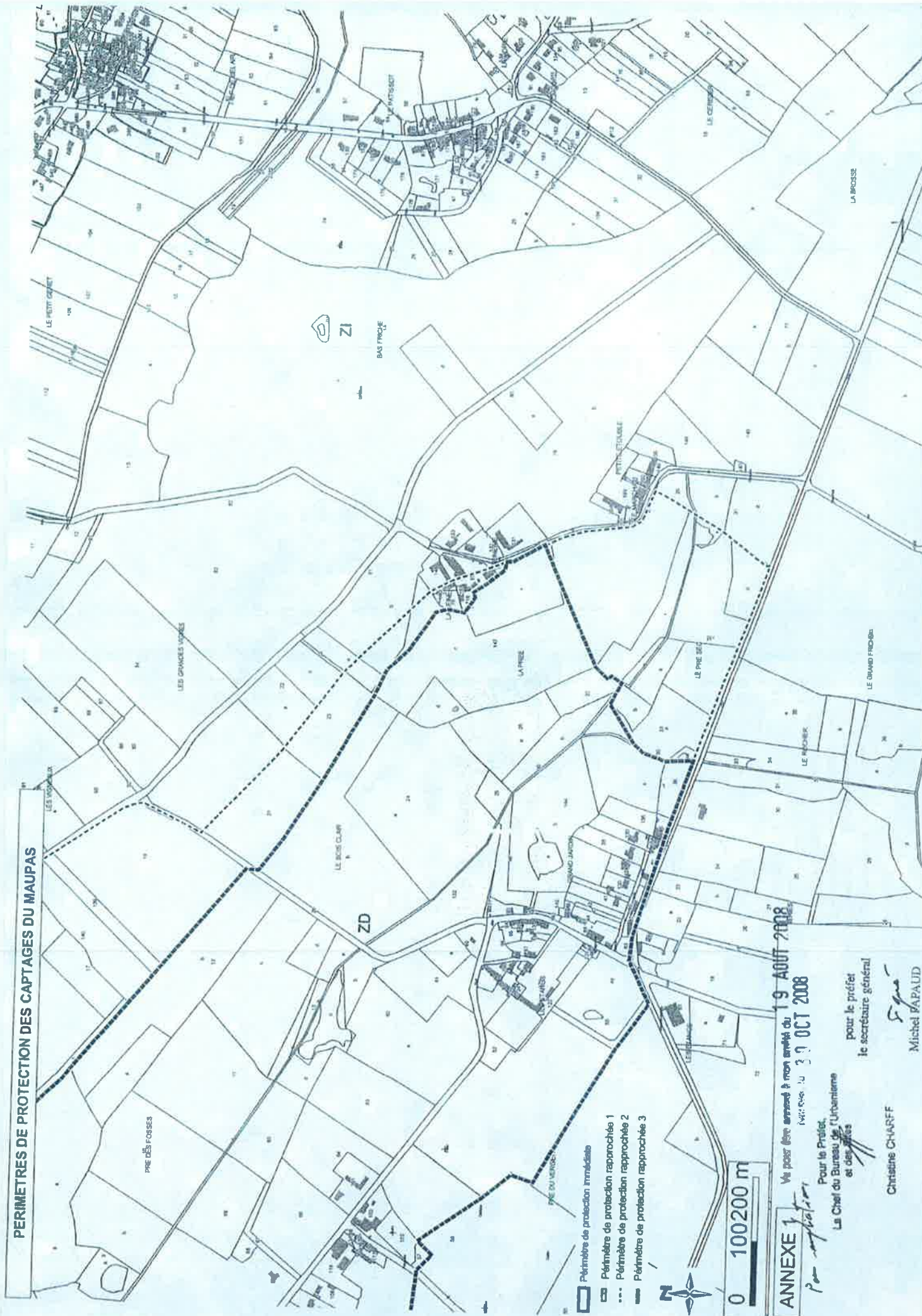
des Siles

Cristine CHARFF

Michel BAUD



# PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DU MAUPAS



- Périètre de protection immédiate
- - - Périètre de protection rapprochée 1
- ... Périètre de protection rapprochée 2
- . - Périètre de protection rapprochée 3

0 1000m

ANNEXE 1 Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOUT 2008

Le 19 OCT 2008

Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau de l'urbanisme  
et des infrastructures

pour le préfet  
le secrétaire général

Christine CHARREFF

Michel PAPAUD



# La Nicollière - Les Roches Grises

## ANNEXE 1

Ve post été accordé à nos unités du 19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

non complété  
Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau de l'urbanisme  
et S. S. S. S.

Christine CHARPÉ

pour le préfet,  
Le secrétaire général

M. PAPAUD

LA GRANDE BAUNE

GRANDE VERGENNE DES NICOLLIÈRES

0M

0M

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée 1
- Périmètre de protection rapprochée 2
- ... Périmètre de protection rapprochée 3



### 3.5 Mesure et contrôle des niveaux

Le forage sera équipé d'un « tube de mesure » permettant l'utilisation facile d'une sonde de mesure des niveaux (tube PVC crépiné, diamètre intérieur 25 mm minimum).

## 4 Dossier de récolement après travaux

Le dossier de récolement à adresser à l'administration devra comprendre :

- nom et adresse de l'entreprise de forage
- nom et adresse du propriétaire  
avec localisation définitive du forage, date de réalisation des travaux, utilisation, besoins (en m<sup>3</sup>/h, en m<sup>3</sup>/jour et en m<sup>3</sup>/an), période (s) de fonctionnement envisagée (s), débit nominal de la pompe.
- coupe technique :
  - mode et diamètre(s) de foration,
  - nature, longueur et diamètres des tubages (prétubages, tubages pleins et crépinés),
  - cotes de la cimentation (base, sommet), volume de ciment injecté et hauteur de la collerette,
  - dosage du laitier, quantité utilisée, méthode de mise en place,
  - en cas de gravillonnage, nature et granulométrie, quantité utilisée, méthode de mise en place,
  - caractéristiques de la tête de protection, etc...
- coupe géologique :  
avec nature, état, couleur des terrains traversés (avec les cotes de profondeurs), niveaux pyriteux rencontrés,
- eau en cours de foration :  
avec profondeur d'apparition de l'humidité, de la première arrivée d'eau et des arrivées suivantes, débits correspondants, qualité de l'eau en cours de foration,
- opération de développement-nettoyage :  
avec nature des opérations (soufflage à l'air, acidification, pistonnage, pompage ...), durée, résultats,
- mesures, essais, préconisations :
  - niveau de l'eau sous le sol (nappe au repos), avec indication du repère des mesures,
  - nature, durée, résultats des essais réalisés,
  - analyses effectuées,
  - résultats d'analyses et tableaux des mesures prises pendant les essais,
  - préconisations pour l'exploitation et l'entretien du forage (au minimum : puissance et position de la pompe, rabattement à ne pas dépasser), etc...
  - incidence sur les points d'eau éventuels existant à proximité, dans un rayon de 500 m,
  - test de l'ouvrage et test de la nappe.

*pour ampliation*  
Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Hydraulique  
et des Sites

Christina CHARFF

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
Néanmoins le 30 OCT. 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

*Michel PAPAUD*  
Michel PAPAUD



### 3.3.4 La protection de la tête

Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et devra empêcher les infiltrations.

Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.

Pour les ouvrages servant au prélèvement d'eau :

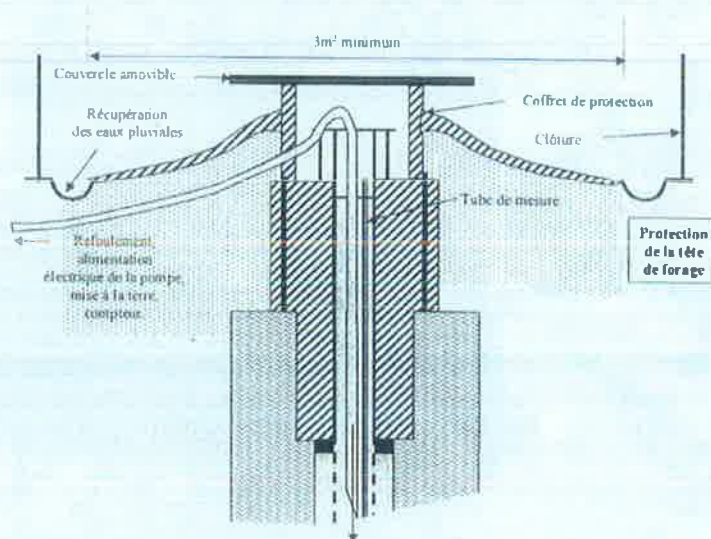
Elle comprendra une « dalle de propreté », en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins de 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

Pour les ouvrages servant à la géothermie :

Le matériau de remplissage, le traitement de la partie supérieure du forage et de ses abords permettra d'empêcher toute introduction d'eau de ruissellement dans les eaux souterraines et dans le sous-sol.



**N.B** Support de pompe : la pompe ne sera pas fixée sur le tubage, mais sur un chevalement spécifique.

Tranchées de raccordement : elles ne devront pas pouvoir jouer le rôle de drain ramenant vers le forage des eaux polluées.

### 3.4 Mesure et contrôle des prélèvements

Les installations seront obligatoirement munies d'un dispositif de comptage (de type volumétrique obligatoire lorsque les seuils fixés pour le régime déclaratif par les rubriques 1.1.0 et 4.3.0 de la nomenclature relative à la loi sur l'eau seront dépassés ; conseillé en dessous de ces seuils).

Le relevé des indications sera porté sur un registre tenu à la disposition des services de police de l'eau ou de l'inspection des installations classées. En tout état de cause ce relevé devra fournir les données suffisantes pour une gestion claire de la ressource.

*pour ampliation,*  
Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites  
*[Signature]*  
Christine CHARFÉ

Vu pour être annexé à mon arrêté du **19 AOUT 2008**  
Nantes, le **30 OCT 2008**

pour le préfet  
le secrétaire général

*[Signature]*  
PAPAUD

### 3.3.1 Définition de la partie à cimenter

Une cimentation sera réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol et devra être homogène sur toute la hauteur.

Les arrivées d'eau indésirables (mauvaise qualité) seront identifiées à la foration et supprimées par la cimentation annulaire.

La hauteur à cimenter sera définie par les conditions rencontrées pendant la foration : nature et état des terrains traversés, qualité des différentes arrivées d'eau.

En tout état de cause la hauteur de cimentation ne sera pas inférieure à 5 m par rapport au sol.

L'espace annulaire à cimenter aura une épaisseur qui devra permettre une mise en œuvre correcte de la cimentation et qui ne devra pas être inférieure à 5 cm. Le tubage devra être prévu pour que sa partie crépinée ne commence que sous la cote de cimentation.

### 3.3.2 Le laitier

Le laitier ne sera composé que d'eau et de ciment ordinaire soigneusement mélangés, à raison de 100 kg de ciment pour 70 l d'eau.

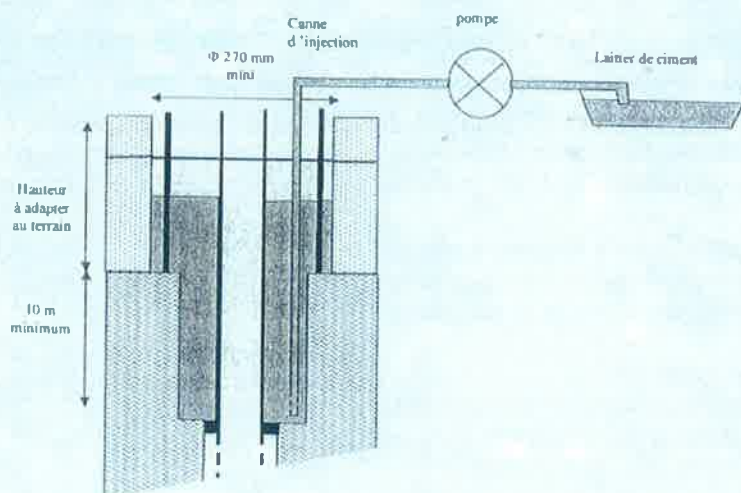
L'utilisation du ciment à « prise rapide » sera interdite.

Les mélanges ciment-bentonite pourront être utilisés, sous réserve de n'utiliser que les mélanges commercialisés à cet effet, et dans le seul cas des forages liés à la géothermie.

### 3.3.3 L'injection

L'injection du laitier se fera obligatoirement par le bas au moyen d'une pompe et d'une canne d'injection descendue dans l'espace annulaire, entre le tube d'équipement et le terrain. La canne sera munie d'un bouchon de pied, le ciment passera par des événements latéraux, de façon à ce qu'il ne puisse poinçonner le dispositif d'obturation.

### Schéma de principe



Le tubage devra avoir une résistance suffisante pour ne pas être déformé.

Pour ampliation,  
Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
Christine CHARPÉ

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

Michel PAPAUD

Toute mesure de protection devra être prise pour garantir le respect des objectifs de qualité assignés au milieu récepteur, en particulier en cas de ruisseau ou de plan d'eau proche, une décantation de l'eau extraite pourra être indispensable, voire un bassin de rétention si on utilise des adjuvants de foration (mousse).

Les forages de reconnaissance non réutilisés devront être rebouchés selon les prescriptions du paragraphe

8-2 ci-après. Ceux qui seraient conservés comme piézomètres devront faire l'objet d'une protection adaptée (notamment cimentation de l'espace annulaire et capot avec cadenas).

En cours de foration, tous les éléments nécessaires à l'élaboration du dossier de récolement fixé au paragraphe 4 seront relevés.

### 3 Réalisation et équipement du forage

#### 3.1 Tubages

Pour les ouvrages destinés aux prélèvements d'eau, le tubage devra être suffisamment résistant pour ne pas subir de déformations du fait des contraintes normales liées à sa mise en place et à la cimentation de l'espace annulaire.

La partie crépinée du forage devra être usinée. Les crépinages artisanaux effectués sur place à l'aide d'une scie ou d'une meuleuse sont à éviter.

Dans tous les cas, les diamètres et épaisseurs sont à adapter en fonction du matériel utilisé.

#### 3.2 Gravillonnage

La mise en place de graviers (« massif filtrant ») entre le tubage et le trou de foration nécessitera l'utilisation de matériels et de techniques spécialisées (injection par le bas, circulation d'eau ....) ; son introduction uniquement gravitaire dans l'espace annulaire « par le haut », sera à proscrire.

Dans les formations de socle, l'absence de gravillonnage sera souvent préférable à un gravillonnage de médiocre qualité. Les graviers utilisés devront être arrondis et siliceux (matériaux alluvionnaires). Les graviers issus de roches concassées seront à proscrire : parfois non inertes chimiquement, ils pourront introduire des pollutions dans le forage et dans la nappe (eaux acides, libération de métaux lourds) ; par ailleurs, ils seront souvent à l'origine de colmatages.

#### 3.3 Cimentation de l'espace annulaire

L'opération de cimentation sera obligatoire quelle que soit la destination de l'ouvrage (prélèvement d'eau, essai, géothermie, piézomètre...).

Elle conditionnera :

- ♦ la préservation de la qualité des eaux de la nappe,
- ♦ la stabilité du forage en l'ancrant au terrain,
- ♦ la durée de vie du forage.

Elle empêchera :

- ♦ les éboulements des terrains de tête non consolidés, susceptibles de colmater les crépines,
- ♦ les risques d'infiltration directe de ruissellement de surface vers la nappe.

*Pour ampliation,*  
Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites

Christine CHARFF

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

*Signature*  
Michel LAPAUD



# Annexe 6 – Cahier des charges pour la réalisation des puits

## PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES AUX PUIITS ET FORAGES

Les présentes prescriptions sont applicables dans les périmètres de protection PR2 et PR3 à toutes les opérations de forages relevant ou non du régime déclaratif au titre des dispositions du Code minier, Code de l'environnement, de la Loi sur l'eau et du Code de la santé publique.

Les prescriptions fixées ci-dessous s'appliquent aux forages et aux puits.

### 1 Le choix de l'emplacement

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes l'ouvrage ne devra pas être à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle :

- fumière,
- fosse à purin ou à lisier,
- dispositif d'assainissement non collectif,
- écoulement non protégé d'eaux usées,
- ensilage,
- route présentant des risques particuliers,
- parking et aire de stationnement,
- stockage d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits spéciaux (traitement du bois, solvants ...),
- bâtiments d'exploitation agricole ou industriel et leurs annexes,
- pacage des animaux autre que celui correspondant à un pâturage normal,
- épandage de déjections animales et de boues de stations d'épuration (excepté en cas d'eau utilisée pour la consommation humaine où la distance sera portée à 50 m minimum).
- etc.....

Dans le cas d'une décharge publique ou privée, la distance d'isolement est de 200 m minimum.

Si le forage est à moins de 50 m d'une source potentielle de pollution, il devra être implanté à son amont topographique.

Il conviendra de choisir un emplacement qui ne soit pas en forme de cuvette où les eaux de ruissellement convergent et s'accumulent. On choisira de préférence un terrain en pente légère de façon à pouvoir maîtriser l'évacuation des ruissellements. Après mise en service du forage, la zone de 35 m devra rester exempte de toute source de pollution potentielle.

### 2 Prescriptions pendant les travaux de forage

L'organisation du chantier devra prendre en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel dans le forage en cours de réalisation ou au moment de son achèvement : accès et stationnement des véhicules, emplacement des réserves de fuel, huiles, graisses ...

Le devenir de l'eau extraite par l'émulsion à l'air comprimé et des cuttings devra être prévu.

*pour ampliation,*  
Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites

Christine CHARFE

Vu pour les annexes à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

*Si-gre*  
Michel APAUD

## Annexe 5 – Calcul du nombre de jours de pâturage

Calcul du nombre de jour de pâturage / ha / an

### Maximum 400 Jours de Pâturage / ha / an

Le nombre de jour de pâturage cumulé/ha (JP) équivaut au  
**cumul (nb jours de présence X nb animaux X équivalent UGB) / surface parcelle**

### Exemple de calcul :

Sur une parcelle de 1,60 ha :

→ 1<sup>er</sup> passage du 12 avril au 17 avril avec 35 vaches laitières = 6 jours

→ 2<sup>ème</sup> passage du 3 juin au 9 juin avec 30 vaches laitières = 7 jours

1 vache laitière = 1 UGB

Le nombre de jour de pâturage cumulé sur cette parcelle =  
 $(6 \times 35 \times 1) + (7 \times 30 \times 1) = 420$  jours

Soit  $420 / 1,6 = 262,5$  jours de pâturage cumulé / ha / an

### Enregistrements :

cahier de pâturage à remplir faisant apparaître pour chaque parcelle :

- le nombre et type d'animaux présents au pâturage,
- le temps de séjour assorti des dates,
- le calcul des jours de pâturages cumulés pour chaque parcelle.

pour le préfet  
le secrétaire général

*Michel PAPAUD*  
Michel PAPAUD

*pour le préfet*  
Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau d'Urbanisme

*Christine CHARFF*  
Christine CHARFF

Vu pour être enregistré à son entrée du  
Bureau le 30 OCT 2008

19 AOUT 2008

2008



## Planning d'exploitation des prairies (exemple d'enregistrement - pour 35-40 VL)

[illegible]

19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT. 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

ET SUITE

ET SUITE - *Sigue* : pour le Préfet,  
MICHEL PAPAUD Le Chef du Bureau de l'Urbanisme  
des Sites

Christine CHARFF

## Annexe 3 – Effluents peu chargés

Les filières validées au 31/08/2007

Epandage sur prairies
Lagunage naturel
Filtres plantés de roseaux à 2 étages (eaux blanches et vertes de quais uniquement)
Filtres plantés de roseaux à 1 étage avec recyclage
Massifs filtrants végétalisés
Bosquets épurateurs en traitement secondaire et tertiaire

Pour les filières validées ultérieurement, les mesures ci-dessous, selon les systèmes, devront également être appliquées

Les mesures à respecter

### **Parcelle végétalisée d'infiltration :**

Prairie implantée depuis plus de 6 mois

Bordée par une zone tampon (talus planté, haie ou zone humide)

Déplacement du tuyau perforé d'une bande d'épandage à l'autre tous les 50 mm de pluie cumulée en période pluvieuse et au minimum tous les mois

### **Epandage sur prairie**

Sol favorable à l'épandage en hiver

Epandage sur sol ressuyé (pour éviter le ruissellement - présence d'un stockage minimum entre deux épandages)

#### **Apports en hiver**

Doses à respecter :

65 kg de  $N-NH_4^+$ /ha sur la période bornée par le début et l'arrêt du drainage

20 kg de  $N-NH_4^+$ /ha du 15 novembre au 15 janvier

Quantité : 200m<sup>3</sup>/ha par apport en hiver

#### **Fertilisation raisonnée de la façon suivante :**

Absence de pâturage pendant la période hivernale

Aucun autre apport minéral ou organique de l'automne à la fin d'hiver

#### **Critères pédo-climatiques :**

Interdit dès qu'il pleut

Interdit sur sol gelé, pris en masse

Interdit avec un couvert de plus de 5 cm de neige

Epandre sur sol ressuyé :

Pluie journalière	Temps de ressuyage
< 5mm	0 jour
5 à 10 mm	1 jour
10 à 20 mm	2 jours
> 20 mm	3 jours

### **Massifs filtrants végétalisés**

Sol suffisamment perméable sur une profondeur d'au moins 1 mètre

(idéal : limono-argilo-sableux, limoneux, limono-sableux, limoneux fins)

Sol peu perméable en profondeur, sans remontée de la nappe phréatique

(argileux, limono-argileux fins, limoneux fins, argileux limoneux très fins, limoneux fins, limono-argileux, argilo-sableux)

Exclure les sols sans horizon imperméable en profondeur

Exclure les sols trop superficiels d'une profondeur inférieure à 1 mètre.

Avoir une DGO (Demande Globale en Oxygène) de 15 kg/jour maximum

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008  
pour le préfet  
le secrétaire général  
Michel PAPAUD  
Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites  
Christine CHARFF  
p. ann. compl. eton



## Annexe 2-5 – Règles d'affectation des classes d'aptitude à l'épandage pour une parcelle agricole

pour le préfet  
le secrétaire général

19 AOÛT 2008

La carte d'aptitude à l'épandage fait apparaître 3 classes :

M. pour mes services à mon cabinet du  
Nantes, le  
30 OCT 2008

Application Pour la Préfet,  
La Chef du Bureau de l'urbanisme  
et des Sites

- 1 : aptitude à l'épandage faible
- 2 : aptitude à l'épandage moyenne
- 3 : aptitude à l'épandage forte

Michel PAPAUD

Christine CHARFF

Les parcelles agricoles présentant plusieurs classes d'aptitude à l'épandage, peuvent être affectées d'une classe unique (1, 2, 3) pour faciliter le travail d'épandage.

Ce classement doit s'effectuer en fonction de la superficie des différentes classes et selon leur type. En effet une parcelle de 5 ha, qui comprend une zone de classe 1 de 3 ha, aura un risque supérieur à une parcelle, de même surface, avec une zone de classe 3 de 3 ha. Les exploitants peuvent toutefois librement choisir de travailler leur parcelle en respectant la carte en annexe 4-1.

Lorsqu'une parcelle contient 2 classes de sensibilité (une favorable et une défavorable) :

Lorsque la classe d'aptitude favorable couvre plus de 70% de la surface totale de la parcelle, alors cette classe favorable est affectée à la totalité de la parcelle.

Lorsque la classe d'aptitude défavorable couvre plus de 30% de la surface totale de la parcelle, alors cette classe défavorable est affectée à la totalité de la parcelle

Lorsqu'une parcelle contient 3 classes de sensibilité, une pondération du risque est affectée comme suit :

Surfaces :	1 ha d'aptitude faible = 1,25 ha d'aptitude moyenne = 1,5 ha d'aptitude forte	
Pondération :	coefficient apt. faible = 1,5	coefficient apt. moyenne = 1,25
		coefficient apt. forte = 1

la classe qui présente la surface pondérée la plus importante est affectée à l'ensemble de la parcelle.

Exemple :

si une parcelle de 5 ha comprend :

- une zone d'aptitude forte de 2 ha
- une zone d'aptitude moyenne de 1,7 ha →
- une zone d'aptitude faible de 1,3 ha

le calcul est donc le suivant :

- valeur pondérée apt. forte :  $2 \text{ ha} \times 1 = 2$
- valeur pondérée apt. moyenne :  $1,7 \text{ ha} \times 1,25 = 2,125$  →
- valeur pondérée apt. faible :  $1,3 \text{ ha} \times 1,5 = 1,95$

l'aptitude retenue correspond  
à l'aptitude ayant la valeur  
pondérée maximum :  
ici, aptitude moyenne.

Lorsqu'une parcelle contient 1 classe de sensibilité, l'affectation est directe.



## Annexe 2-4 – Carte d'aptitude à l'épandage





## Annexe 2-3– Calendrier d'épandage – effluents type III

### Périodes d'interdiction d'épandage - déjections de type III

Fertilisants de type III : Fertilisants minéraux et uréiques de synthèse



Périodes interdites (directive nitrate Loire-Atlantique)

Périodes interdites (périmètres de protection)

Périodes réglementées (directive nitrate Loire Atlantique)

#### Grandes cultures d'automne

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												
périmètre rapproché R2												



limité à 35 UN/ha

#### Grandes cultures de printemps

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												
périmètre rapproché R2												

#### Prairies de plus de 6 mois

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOÛT 2008

PAPAUD, le

30 OCT 2008

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau de l'Urbanisme  
et de Sites

Christine CHARÉF

pour le préfet  
le secrétaire général

Signature :  
Michel PAPAUD

## Annexe 2-2- Calendrier d'épandage – effluents type II

### Périodes d'interdiction d'épandage - déjections de type II

Fertilisants de type II :

contenant de l'azote organique et à C/N bas (Inférieur ou égal à 8), tels que déjections sans litières (ex : lisier) et les engrais du commerce d'origine organique animale. Certaines associations de produits comme les déjections associées à des matières carbonnées difficilement dégradables (type sciure ou copeaux de bois) malgré un rapport C/N élevé sont à rattacher au type II.



Périodes interdites (directive nitrates Loire-Atlantique)

Périodes interdites (périmètres de protection)

Périodes réglementées (directive nitrates Loire Atlantique)

#### Grandes cultures d'automne

ZONES		juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3													
périmètre rapproché R2	aptitude forte et moyenne												
	aptitude faible												

#### Grandes cultures de printemps

ZONES		juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3													
périmètre rapproché R2	aptitude forte et moyenne												
	aptitude faible												

#### Prairies de plus de 6 mois

ZONES		juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3													
périmètre rapproché R2													



limité à 75 UN/ha pour les lisiers sous réserve d'un enfouissement sous 24 h ;  
soit, à titre indicatif, 15 m3/ha pour un lisier de porc ou de bovin de composition moyenne  
5UN/tonne

Rappel déjections avicoles : en PR1, interdiction / PR2 et PR3, limitées à 10 tonnes de fumier par hectare  
Pas d'apports de déjections de type II en PR1

Vu pour être annexé à son arrêté du **19 AOUT 2008**  
N° **2008**

Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et des Sites

Christine CHARFF

pour le préfet  
le secrétaire général

Signé :  
Michel PAPAUD

# Annexe 2-1 – Calendrier d'épandage – effluents type I

## Périodes d'interdiction d'épandage - déjections de type I

Fertilisants de type I : contenant de l'azote organique et à C/N élevé (supérieur à 8), tels que les déjections avec litière, ex : fumier - Le compost est à classer dans ce type



Périodes interdites (directive nitrates Loire-Atlantique)  
Périodes interdites (périmètres de protection)  
Périodes réglementées (directive nitrates Loire-Atlantique)

### Grandes cultures d'automne

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												
périmètre rapproché R2												



limité à 100 UN/ha sur la période réglementée soit 20 T de fumier/ha  
dérégulation aux interdictions départementales possible 8 jours avant implantation d'un colza ou d'une prairie du 15 au 31/08

### Grandes cultures de printemps

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												
périmètre rapproché R2												

### Prairies de plus de 6 mois

ZONES	juillet	août	sept	oct	nov.	dec.	janv.	fev.	mars	avril	mai	juin
périmètre rapproché R3												
périmètre rapproché R2												
périmètre rapproché R1												

Rappel déjections avicoles : en PR1, interdiction / PR2 et PR3, limitées à 10 tonnes de fumier ou 15 m3 de lisier par hectare

Vu pour être annexé à mon arrêté du **19 AOÛT 2008**  
pour le préfet  
le secrétaire général **30 OCT 2008**

*Signature*

Michel PAPAUD

Pour annulation,

Pour la Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
des Sites

Christine CHARFF



## 5 Occupation des sols – Protection de l'ouvrage

Une surface de l'ordre de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.

Cette surface sera entretenue et les eaux de ruissellement en seront détournées et évacuées par des caniveaux.

## 6 Précautions pendant l'exploitation

La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

Le propriétaire (ou l'exploitant) veillera à conserver un environnement immédiat et proche de bonne qualité et tiendra compte de l'existence du forage dans tout projet de modification des structures de l'exploitation (modification ou extension de bâtiments...).

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera obligatoirement installé à l'aval immédiat de son compteur d'eau.

Le retour au milieu naturel d'eau provenant d'un forage devra être conforme aux normes de rejet en vigueur (matières en suspension, température, caractéristiques physico-chimiques et microbiologiques).

L'ouvrage sera muni d'un compteur volumétrique totalisateur dont le relevé mensuel des indications sera porté sur un registre tenu à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

## 7 Eau destinée à la consommation humaine

Si l'eau est destinée à la consommation humaine, son utilisation devra être autorisée par arrêté du Préfet pris après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en application des dispositions du code de la santé publique.

Dans le cas particulier de l'usage exclusif d'une famille, son utilisation sera soumise à déclaration auprès de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

## 8 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon provisoire ou définitif du forage sera immédiatement porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau ou de l'inspection des installations classées.

### 8.1 Abandon provisoire

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

### 8.2 Abandon définitif

Dans ce cas, le forage sera comblé de graviers ou de sable propres au droit des parties aquifères. La partie sommitale de l'ouvrage sera cimentée sur une hauteur minimale de 5 m, hauteur à adapter pour éviter tout risque de colmatage des horizons aquifères. Dans le cas d'un forage équipé, le regard de la tête de forage pourra être laissé en place, il sera alors comblé par un matériau inerte. Dans le cas d'un forage non équipé, les 50 derniers centimètres seront comblés par de la terre végétale.

*Pour ampliation,*  
Pour le Préfet,  
La Chef du Bureau de l'Urbanisme  
et du Site

Christine CHARFF

Vu pour être annexé à mon arrêté du 19 AOUT 2008  
Nantes, le 30 OCT 2008

pour le préfet  
le secrétaire général

*Michel PAPAUD*  
Michel PAPAUD